

Selon le dernier recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) datant de 2003ⁱ en République Centrafricaine (RCA), les musulmans représentaient environ 10,1 % de la population du pays parmi laquelle on comptait par ailleurs 80,3 % de chrétiens et 9,6 % d'animistes. Cependant, en RCA, l'islam est antérieur au christianisme. En effet, les premiers sultans de Dar-El-Koutiⁱⁱ dans le nord-est de la RCA, sur le trône à partir de la première moitié du XIX^e siècle (Ousman Omar Djougoutoum, suivi de Mohamed El-Senoussi), étaient déjà musulmansⁱⁱⁱ. Alors que les premiers missionnaires n'arrivèrent en Oubangui-Chari que vers la fin du XIX^e siècle^{iv}.

L'islam aurait été introduit sur ce territoire bantou, au départ animiste, par des esclavagistes arabes, notamment originaires d'Afrique du Nord (Algérie, Egypte), avec l'expansion de la route de l'esclavage du Sahara et du Nil : l'un des moyens d'échapper à la condition d'esclavage était alors la conversion à la religion musulmane. Cependant, sous la pression du prosélytisme missionnaire, l'espace socioreligieux s'est trouvé monopolisé par les confessions religieuses chrétiennes (catholique et protestante notamment).

L'islam, longtemps demeuré discret, est sorti de l'ombre suite à la conversion de Jean-Bedel Bokassa en 1976 au terme de sa rencontre avec le Colonel Kadhafi^v. « *Essentiellement sunnite de rite malékite, l'islam en Centrafrique a été longtemps dominé par les courants confrériques telle que la Tidjanîyya et la Mouridîyya. Dans ses expressions religieuses et sa pratique, cet islam s'est toujours montré tolérant et respectueux des autres religions* », commentait en 2005 l'abbé Richard Filakota^{vi}.

Une diversité de population

La communauté musulmane de Centrafrique est composée de diverses populations : les Haoussa (commerçants), les Mbororo ou peulhs (éleveurs nomades), les Foulbé, les Goula, les Rounga^{vii}. Par ailleurs, la proximité du Tchad et du Soudan fait qu'il y a un nombre important de musulmans originaires de ces pays en RCA, mais aussi des ressortissants du Nigeria, du Sénégal, du Mali présents dans le pays depuis l'indépendance, et dont beaucoup constituent donc déjà la 2^e ou 3^e génération installée en Centrafrique et complètement intégrés. Ces populations travaillent, pour la plupart, dans le commerce. Certains experts^{viii} estiment que les Centrafricains convertis à l'islam ne représentent qu'une minorité (2 à 3%) de la population musulmane présente dans le pays, dont la majeure partie serait d'origine tchadienne. Les convertis centrafricains ont fait leurs premières expériences religieuses dans le christianisme (le catholicisme et le protestantisme), avant d'être amenés à embrasser l'islam, notamment par alliance^{ix} ou pour suivre un employeur, un voisin ou ami musulman. Ces nouveaux convertis ont souvent l'avantage de maîtriser aussi le Coran que la Bible, et se sentent plus à l'aise pour critiquer les églises chrétiennes, puisqu'ils en viennent et ont choisi de les quitter, à la différence des musulmans d'origine.

Sur le plan de la répartition géographique, les musulmans étaient, jusqu'à la crise de 2013-2014, présents dans presque toutes les villes (grandes, moyennes et petites) et dans nombre de villages de Centrafrique. Cependant, avec l'avènement des groupes d'auto-défense anti-balaka (composé essentiellement



Février 2017

de non musulmans), de nombreuses localités du pays, où les anti-balaka sont très actifs, se sont vues vidées de la population musulmane, victime des exactions des éléments de ce groupe^x. C'est, par exemple, le cas des villes de Bossangoa ou Bozoum. A Bangui, la capitale, qui comptait un grand nombre de musulmans, une majeure partie des ceux-ci est allée grossir le nombre des déplacés internes et des réfugiés dans les pays voisins. Ceux qui n'ont pas fait ce choix, se sont repliés et sont concentrés dans le fameux quartier KM5 (kilomètre 5) ou PK5 de la capitale.

Une communauté qui occupe une place importante dans l'économie nationale

S'il est incontestable qu'on trouve des musulmans centrafricains dans tous les secteurs d'activité et centres de décision - dans la fonction publique, les forces de sécurité et de défense, le gouvernement, le Parlement, les représentations diplomatiques, les organismes internationaux - , c'est souvent dans le commerce et les secteurs productifs qu'ils sont les plus présents. En effet, la communauté musulmane occupe une place non négligeable dans : le commerce de gros et petit bétail, le commerce de pierres précieuses, le commerce des produits de premières nécessités, l'import et l'export, l'élevage. L'exode massif des musulmans à la suite des crises militaro-politiques de 2013 et 2014 s'était fait sentir, un temps, par la pénurie dans le pays des produits commerciaux, particulièrement de premières nécessités : la viande de bœuf, par exemple, était, à un moment donné, presque inexistante, sinon

inabordable, tant la chaîne d'approvisionnement était complètement désorganisée. Il était de même difficile de se procurer du sucre ou du savon.



L'actuel Président de l'Assemblée Nationale (mandature 2016-2021), le deuxième personnage de l'Etat, Abdou Karim Mekassoua, est de confession religieuse musulmane depuis naissance. Il a été plusieurs fois Ministre et fut candidat à la présidentielle de 2015.

Analyse sociétale africaine/African societal Analysis (ASA), le think tank de l'ASSN / contact: asa@africansecuritynetwork.org



La crise centrafricaine est-elle une guerre religieuse ?

La Séléka^{xi} était composée essentiellement de musulmans, même si elle comptait dans ses rangs des non musulmans. Ses soldats s'en prenaient systématiquement aux populations chrétiennes, ainsi qu'aux symboles religieux du christianisme : profanation des édifices et des objets chrétiens, perturbation des célébrations liturgiques, agression physique des prêtres, sœurs et pasteurs. Leurs violences et les pillages ont développé un sentiment de rejet et de haine à l'encontre des combattants de ce mouvement. Pourtant, il convient de souligner que le noyau dur de l'ex Séléka était constitué de mercenaires tchadiens et soudanais (Janjawids) aux méthodes de guerres éprouvées. Beaucoup ne parlaient ni le français, ni le sango (langue nationale), deux langues communément pratiquées en RCA, en dehors de dialectes. La communauté musulmane centrafricaine a également été aussi leur victime. Ces violences ont pris une telle tournure que le président tchadien, Idriss Déby, influent auprès des chefs de l'ex Séléka, a attiré l'attention de ces derniers, en mai 2013^{xii}, sur « *la nécessité de préserver le caractère laïc de l'État centrafricain et la coexistence pacifique entre les communautés* ».

A contrario, les groupes anti-balaka, constitué essentiellement de non musulmans, apparu en décembre 2013, s'en prenait principalement aux sujets musulmans et à leurs biens. Plusieurs dizaines de mosquées ont été brûlées, détruites, à travers le pays. Par la suite, dans les villes et zones où les anti-balaka sont parvenus à faire fuir les combattants de la Séléka et également

avec eux, de paisibles musulmans, ces milices ont aussi « racketté » les non musulmans à telle enseigne qu'elles sont devenues impopulaires auprès de ces derniers.

Ce sont ces actes, perpétrés des deux côtés, qui incitent à parler d'affrontements intercommunautaires à tonalité religieuse. Cependant, les illustres leaders religieux comme le Cardinal Dieudonné Nzapalainga^{xiii}, l'imam Omar Kobine Layama^{xiv} et le Révérend Pasteur Nicolas Guérékoyame-Gbangou^{xv}, cherchent à battre en brèche cette assertion. Réunis au sein d'une plateforme des confessions religieuses, ces derniers prêchent ensemble dans le pays la paix, la réconciliation nationale et le vivre-ensemble. Ils parcourent, par ailleurs, le monde pour faire un plaidoyer en faveur du règlement durable de la crise centrafricaine. « *C'est une crise militaro-politique, pas religieuse. A la tête de la Séléka, il n'y a aucun imam ! C'est une coalition qui a été mise en place par des partis militaro-politiques qui n'ont pas bénéficié du programme de désarmement du gouvernement et de ses financements. Donc ils ont gardé leurs armes pour revendiquer leurs droits et ont fini par arriver au pouvoir. A la tête des anti-balaka, il n'y pas non plus de pasteur ni de prêtre ! Aucun responsable religieux dans le pays n'a appelé à un affrontement interreligieux : la preuve, c'est que nous sommes ensemble* », a déclaré l'imam Omar Kobine Layama^{xvi}.

La réalité est que la crise centrafricaine provient de problèmes politiques, économiques et sociaux, mais instrumentalisés pour lui donner une dimension religieuse. Comme l'a écrit l'historien Tournyol du Clos Ambroise, en 2014, «

Février 2017



Centrafrique : la guerre de religion n'aura pas lieu, Musulmans et chrétiens sont victimes de l'atrophie étatique »^{xvii}.

Les leaders de la plateforme des confessions religieuses : l'imam Omar Kobine Layama (au centre), entouré du Cardinal Dieudonné Nzapalainga (à droite) et du Révérend Pasteur Nicolas Guérékoyame-Gbangou (à gauche). Ici à Washington, en mars 2014, pour faire le plaidoyer en faveur de la résolution de la crise en RCA – *cliché VOA*



La communauté musulmane accueille chaleureusement le pape François à la mosquée centrale de Bangui, lors de la visite papale en RCA en novembre 2015 – *cliché AFD*

Une présence croissante ou la géopolitique des pays arabes en RCA

Certaines monarchies du Golfe comme l'Arabie Saoudite, le Koweït, Dubai, mais aussi des pays d'Afrique du Nord (le Maroc ; la Libye du temps de Colonel Kadhafi^{xviii}...), n'ont pas manqué d'exprimer un vif intérêt pour l'avenir de l'islam en Centrafrique. Cela se manifeste non seulement au travers des relations diplomatiques mais aussi des activités commerciales et des actions humanitaires, par le truchement des ONG, associations, fondations. A titre d'exemple, l'Association des musulmans d'Afrique (AMA)^{xix} et la Fondation Al-Maktoum^{xx} sont très présentes en Centrafrique et notamment dans le domaine de l'éducation où elles construisent nombre d'écoles, de collèges et de lycées, aussi bien à Bangui qu'à l'intérieur du pays.

L'Arabie Saoudite, de son côté, octroie, depuis des années, des bourses d'études à nombre de centrafricains musulmans pour des études islamiques au royaume saoudien. Certains des bénéficiaires, après ces études, embrassent la carrière diplomatique et sont généralement envoyés en poste dans des représentations diplomatiques centrafricaines dans des pays arabes. Il convient de souligner que la RCA est, depuis 1996, Etat observateur de l'Organisation de la coopération islamique (OCI)^{xxi}.

Les mesures prises pour favoriser une meilleure intégration de la communauté musulmane

A la demande de la communauté musulmane, les jours de fin de Ramadan et de l'Aïd el-Kebir (appelé communément Tabaski en Afrique) sont, depuis 2015, décrétés jours fériés en Centrafrique.

Par ailleurs, les nouvelles autorités, issues des élections de 2016, ont su veiller à avoir une représentation significative des musulmans dans les institutions de la République. C'est ainsi que le premier gouvernement du Président Touaderaxxi compte un certain nombre de ces derniers : les portefeuilles de l'Education nationale ; de la Fonction publique ; de l'Elevage et de la Santé animale, pour ne citer que ceux-ci, sont dirigés par des ministres musulmans dans ce premier gouvernement. Le Cabinet du Président de la République et celui du Premier Ministre en comptent également un nombre non négligeable.

De nombreuses initiatives citoyennes sont, par ailleurs, souvent menées par des ONG ou associations musulmanes, chrétiennes ou des deux communautés conjointement en faveur de la paix, de la réconciliation nationale, du vivre-ensemble. Ces initiatives se font par divers canaux : des émissions - parfois interactives - de sensibilisation ou des débats auxquels participent des leaders d'opinion dans les médias (radios et télé notamment), des marches pacifiques aboutissant à des remises de mémorandum aux hautes autorités nationales, aux représentants des institutions internationales ou aux

chancelleries diplomatiques présentes en Centrafrique. Malgré ces initiatives, les tensions demeurent vives entre les communautés religieuses centrafricaines.

Auteur : Dr Thierry Bangui

Références bibliographiques

- Kalck Pierre, *Histoire centrafricaine. Des origines à 1966*, Paris, L'Harmattan, 1992, 353 p.
- Lachèse Marie-Christine, *De l'Oubangui à la Centrafrique. La construction d'un espace national*, Paris, L'Harmattan, 2015, 352 p.
- Lugan Bernard, *Atlas historique de l'Afrique des origines à nos jours*, Éditions du Rocher, Paris-Monaco, 2001, 268 p.
- Nzabakomada-Yakoma Raphaël, *L'Afrique centrale insurgée. La guerre du Kongo-Wara 1928-1931*, L'Harmattan, 1986, 190 p.
- Simiti Bernard, *De l'Oubangui-Chari à la République Centrafricaine indépendante*, Paris, L'Harmattan, 2013, 66 p.
- Simiti Bernard, *Le Dar-El-Kouti, Empire oubanguien de Senoussi (1890-1911)*, Brazzaville, L'Harmattan, 2014, 140 p.
- Tournyol du Clos Ambroise, « Centrafrique : la guerre de religion n'aura pas lieu, Musulmans et chrétiens sont victimes de l'atrophie étatique », in *Le Monde*, du 13 mars 2014.

ⁱ Jusqu'à la date de la production de la présente fiche (novembre 2016), il n'y a pas eu de recensement général de la population. Les dernières statistiques officielles de la population demeurent donc celles du RGPH de 2003.

ⁱⁱ Sultanat fondé par un certain Ousman omar Djougoultoum dans les années 1830. Cf. Simiti Bernard, *Le Dar-El-Kouti, Empire oubanguien de Senoussi (1890-1911)*, Brazzaville, L'Harmattan, 2014, 140 p.

ⁱⁱⁱ L'historien Jean-Louis Triaud écrivait d'ailleurs : « Sans être senoussiste de confrérie, le sultan Senoussi se revendiquait de l'appartenance à l'islam. On lui prêtait le titre califal d'amir al-mu'minin (le « prince des croyants ») », Préface, in Simiti Bernard, *op. cit.*, p. 13.

^{iv} Le pasteur anglais Grenfell arriva sur le territoire en janvier 1885, tandis que Monseigneur Augouard, vicaire apostolique du Congo, quitta Brazzaville pour le Haut-Oubangui en 1893 et fonda la Mission Saint-Paul à Bangui l'année suivante.

^v Jean-Bedel Bokassa n'est cependant demeuré musulman que durant un court laps de temps, suite à sa conversion à l'islam, en 1976, par le Colonel Kadhafi : le Président centrafricain poursuivait alors l'objectif de séduire ce dernier pour bénéficier de l'aide financière libyenne. Il a très vite abandonné cette religion.

^{vi} Docteur en sociologie des religions à la Sorbonne, il était abbé à l'Archidiocèse de Bangui et ancien secrétaire national de la Commission Episcopale du Dialogue interreligieux en RCA, aujourd'hui Recteur de l'Université Catholique d'Afrique Centrale / Institut Catholique de Yaoundé. Entretien, en 2005, à *Afrique Espoir* un journal religieux (des Missionnaires Comboniens, basés à Kinshasa en RD Congo), en ligne.

^{vii} Les Goula et Rounga sont des originaires de la région nord-est de la RCA, proche des frontières avec le Soudan et le Tchad, notamment des préfectures de la Vakaga (chef-lieu Birao) et de Bamingui Bangoran (chef-lieu Ndélé).

^{viii} Cf. notamment l'abbé Richard Filakota, Docteur en sociologie des religions à la Sorbonne, *op. cit.*

^{ix} Des femmes non musulmanes notamment qui épousent des musulmans.

^x L'apparition du groupe d'auto-défense anti-balaka en décembre 2013 s'est ensuivie d'une "chasse" aux musulmans, ce qui a conduit à l'exode de nombreux d'entre eux dans les pays voisins (au Tchad, Cameroun) et dans certaines villes de l'intérieur, situées dans le centre et le nord-est de la RCA (Bambari, Kaga-Bandoro, Ndélé, Birao, etc.) où se sont repliés des éléments de l'ex-rébellion Séléka.

^{xi} La Séléka est une rébellion constituée des groupes armés coalisés en 2012, opposée à l'ancien Président François Bozizé, qu'elle finit par chasser du pouvoir en mars 2013. Les chefs et hommes de rang de cette rébellion sont, pour l'essentiel, originaires des préfectures de la Vakaga, de Bamingui Bangoran et de la Haute Kotto dans le nord-est de la Centrafrique, mais sont aussi des mercenaires tchadiens et soudanais.

^{xii} La Séléka était à l'époque au pouvoir. Michel Djotodjia Am Nadroko, le chef de l'ex rébellion a, en effet, dirigé la Centrafrique de mai 2013 en janvier 2014. Il est le premier président musulman du pays, si l'on exclut l'éphémère conversion de Jean-Bedel Bokassa.

^{xiii} Archevêque de Bangui, promu Cardinal par le Pape François, en octobre 2016, sans doute en reconnaissance de ses actions en faveur de la paix et de la réconciliation en Centrafrique.

^{xiv} Président de la Communauté islamique de Centrafrique et imam de la mosquée centrale de Bangui.

^{xv} Président du Comité exécutif de l'Alliance des Évangéliques en Centrafrique.

^{xvi} Interview accordé par l'imam au journaliste français Thomas Vampouille, publié sur www.newmetros.fr en mars 2014.

^{xvii} Tournyol du Clos Ambroise, « Centrafrique : la guerre de religion n'aura pas lieu, Musulmans et chrétiens sont victimes de l'atrophie étatique », in *Le Monde*, du 13 mars 2014.

^{xviii} La Libye de Kadhafi avait financé la construction d'une des grandes mosquées de la capitale centrafricaine, la mosquée de Ngou-Ciment, complètement détruite, en 2014, pendant la crise.

^{xix} Une organisation humanitaire, de développement et de promotion de l'islam en Afrique, fondée en 1982 et basée au Koweït.

^{xx} Créée, en 1997, par Cheikh Hamdan Bin Rashid Al Maktoum, Prince héritier des Emirats Arabes Unis (Dubai).

^{xxi} Une organisation intergouvernementale créée en 1969 dont le siège est à Jeddah en Arabie Saoudite et possédant une délégation permanente aux Nations unies.

^{xxii} Proclamé élu président de la République en février 2016 à la suite d'une longue transition (de 3 ans), le Prof. Faustin-Archange Touadera a prêté serment le 30 mars et formé son premier gouvernement le 11 avril de la même année, sous la conduite du premier ministre Simplicie Mathieu Sarandji.

Avec le soutien de 

Les analyses de l'ASA n'engagent pas l'OIF

Analyse sociétale africaine/African societal Analysis (ASA), le think tank de l'ASSN / contact: asa@africansecuritynetwork.org

